

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Reboux-Tourcoing : Trois mois... Six mois... Un an...

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 15 fr. trois mois.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

COURSE DE PARIS (Service gouvernemental)

Table with 2 columns: Interest rate and Amount. Includes entries for 3 Aout, 4 Aout, and 4 AOUT.

Table of financial data for 'Service particulier du Journal de Roubaix'. Includes 'Actions Banque de France', 'Société gén. détache', etc.

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 4 août. Change sur Londres, 4,85 1/2; change sur Paris, 5,13 3/4.

Dépêches de MM. Schlagdenhaufen et Co. représentés à Roubaix par M. Bauteau-Grymonprez.

Ventes 200 balles, marché très-calme facile mais sans pression. Liverpool, 4 août. Férie.

ROUBAIX 4 AOUT 1877.

Les conjurés.

Il plait aux journaux de l'opposition, depuis les plus modérés jusqu'aux plus extravagants, de proclamer les divisions, les dissentiments des conservateurs; il leur plait de répéter: Vous êtes trois partis monarchiques; vous avez des dynasties diverses à restaurer, des principes opposés à défendre; nous, nous n'avons qu'un principe, la république, et à ce principe nous sacrifions tout, hommes et choses du présent.

Il nous semble que nous, conservateurs, avons beau jeu pour réfuter cette thèse qui se développe dans certains journaux et surtout dans les conversations de gens qui se disent et se croient des conservateurs républicains.

Messieurs les républicains modérés, façon Thiers, Léon Say, Jules Simon, sont-ils bien réellement les amis des républicains intransigeants, façon Duportal, Barodet, Clémenceau, Talandier, Raspail, etc? On répond: oui, puisqu'ils se sont promis réciproquement de voter pour les 363 et les candidats choisis d'un commun accord.

Amis, les vainqueurs et les vaincus de mai 1871! qui donc a détruit la maison de M. Thiers; qui donc a fusillé sur les barricades ou après la bataille les Delescluze, les Millière, les Ferré? Républicains contre républicains luttaient alors avec acharnement. M. J. Simon était ministre, M. Jules Favre était ministre, M. Ernest Picard était

ministre. C'étaient des républicains, qui, au nom de la République, fusillaient, mitraillaient puis déportaient des républicains. Et ce fut toujours ainsi, et ce sera toujours ainsi, tant qu'il y aura une République.

Messieurs du centre gauche veulent bien oublier leur victoire; leur mansuétude, vraiment, est digne d'éloges et devrait leur être comptée! Mais les vaincus n'ont rien oublié. Ils réclament l'amnistie. On la leur refuse. La réconciliation n'est pas signée; et si les revendications du radicalisme vaincu ne se traduisent pas par des faits de force brutale, c'est que, depuis la terrible saignée de 1871, il y a une autre force supérieure, l'armée, qui veille à la paix de la rue. Il faut écouter ce qu'un organe, l'organe officiel des intransigeants, le Mot d'Ordre, répond à M. Jules Simon, faisant dire dans son journal, qu'il se félicite de voir que son gouvernement n'est pas le gouvernement des prêtres: « Les vrais républicains, dignes de ce nom, Monsieur Simon, ont toujours pensé et pensent encore que les jésuites comme les rois étant hors de l'humanité, doivent être mis hors la loi. »

Non, ces gens-là ne sont pas amis; ils s'entendent pour une tentative d'escalade: vainqueurs, ils s'égorgeraient, quitte à brûler la maison au milieu de leurs démolés: ce ne sont pas les alliés, ce sont des conjurés. ALEXANDRE WATTEAU.

Les jeunes radicaux

Le radicalisme travaille un peu partout. Il va dans les ateliers; il stationne dans les auberges; il envahit les études d'huisier; il fréquente assidûment les salles des Palais de Justice, et il cherche de son mieux à corrompre tous les petits employés des administrations publiques, pour s'en faire des agents de propagande et de colportage.

Le voilà maintenant qu'il entre dans les collèges. C'est la saison des distributions de prix. Le radicalisme dit: « Laissez venir à moi les petits enfants! » Et il organise pour des fêtes charmantes, où tout devrait être aux joies de la famille, des manifestations bruyantes comme pour de simples clubs de Belleville ou de Clignancourt.

Il y a là des espions qui sont toujours disposés à s'amuser. L'heure des vacances a sonné; cela fait du bien de crier un peu, quand on a passé de longs mois dans les classes de grec et de latin. Et puis, on ne redoute plus les remontrances du maître d'études et les pements du professeur! le jour de la distribution des prix, c'est le jour des grandes libertés. Les vainqueurs sont fiers, et les vaincus noient leurs regrets dans les bravos tumultueux à l'adresse des vainqueurs. La musique retentit, on chante la Marseillaise — chanter la Marseillaise, c'est le rêve des enfants! — et l'on s'en va, content, au bras de sa mère, tout fier, les « petits », d'avoir fait comme les « grands », et les « grands » d'avoir fait comme les « hommes » — c'est-à-dire beaucoup de bruit pour rien!

Mais le radicalisme a pénétré dans les collèges, pour y chercher de ces « adhésions » généreuses qui promettent, « pour l'avenir, des générations fortes et préparées aux grandes luttes de la liberté (sic). C'est ainsi que parlent nos adversaires. C'est dans ce pathos qu'ils racontent des scènes de gamineries, dont le couronnement légitime devrait être le fouet ou la tartine de confiture mangée à l'envers.

Ces manifestations ont déjà commencé par la province. On raconte aujourd'hui que, dans un lycée de Vancluse, un lauréat a refusé son prix des mains du sous-préfet, et que la meute enfantine a salué de ces cris enthousiastes ce hardi champion de la révolte. Demain les mêmes scènes se reproduiront ailleurs. Il y aura, ici, ou là un magistrat mal accueilli, un prêtre irrespectueusement salué, et beaucoup de tapage, aux sons de la Marseillaise.

connaissions ces scènes de collège. Tous les gamins élevés dans l'Université ont passé par là. A la Sorbonne, il y a quelques années, au grand Concours, le fils d'un homme qui sût s'abriter éminentement de juin 1848, fut l'instrument des rivaux de l'époque, et, dressé par eux à l'impertinence, on le vit se refuser de monter sur l'estrade où avait été conduit le fils de l'Empereur.

Nous permettrons donc aux radicaux du jour d'user des procédés de leurs devanciers. Ils peuvent faire refuser des prix distribués par un ministre ou par un préfet, donner le signal des clameurs entonner la Marseillaise, et fagotter les générations de l'avenir « aux grandes luttes de la liberté. » Tout cela, en somme, ne fait pas grand mal à la marche gouvernementale, et ce n'est pas avec des distributions de prix troublées par des clameurs naïves, et des manifestations grossières qu'on assure la réélection des 363.

Mais nous demanderons aux pères de famille ce qu'ils pensent, pour eux, d'abord, et d'une façon générale, de cette aimable intrusion de la politique radicale dans les dortoirs du « bahut », comme disent les collégiens?

Trouvent-ils de leur goût cette charmante façon de faire entrer les enfants dans la vie? Pensent-ils que ce soit là le fait d'une bonne éducation? La révolte qui commence par « le pion » est amusante; alors qu'elle s'adresse au professeur, elle devient plus grave; mais quand elle arrive à l'autorité, aux personnalités marquantes, aux représentants de la loi, de la religion, de la science, cela ne commence-t-il pas à receler un danger? Du collège au foyer, la distance n'est pas grande, et si l'on a appris hier à faire des émeutes, on est bien près, le lendemain, de fomenter l'insurrection.

Un spirituel caricaturiste dessinait l'autre jour deux collégiens s'entretenant de leurs projets pour les vacances: — « Tu vas t'amuser beaucoup? » disait le premier, resté candide malgré la Marseillaise. — « Allons donc! répondait le second, papa va nous embêter avec son élection! »

Le dialogue a dû être sténographié par Cham. Il est vrai. Le collégien casside existe encore, mais il est rare. L'autre, qui sait qu'il y aura des élections, en octobre, et qui prévoit que « papa va l'embêter », c'est celui qui refuse les prix, qui insulte les sous-préfets et qui crie « Vive Gambetta! » il fait partie de la génération préparée aux grandes luttes de la liberté.

Événements d'Orient

Les Monténégrins continuent leurs succès autour de Nikitch; ils viennent de s'emparer du fort de Tchatchawitza qui est la clé de cette ville. Il ne reste plus que la citadelle armée de douze canons et la ville solidement barricadée. Quelques bachi-bouzouks ont essayé de surprendre Nicopolis occupé par les Roumains; ils ont été faits prisonniers.

On annonce le départ du grand-duc Nicolas pour Plevna où les Russes se préparent à reprendre l'offensive. Ils ont à cœur de venger les deux défaites successives que les Turcs leur ont fait subir après de cette ville. Dans ce but, les forces établies à Selvi, à mi-chemin de Timova à Lovatz, ont reçu l'ordre d'attaquer cette dernière place. La prise de Lovatz a même été annoncée; mais cette nouvelle est prématurée.

Le général Tcherkaski, gouverneur de la Bulgarie, a autorisé la formation d'un corps de milice bulgare de 50,000 hommes.

Dans le meeting tenu à Southampton, dans le but de favoriser de la part du gouvernement anglais une politique plus rationnelle, il a été adopté trois résolutions:

1^{re} première proteste contre l'occupation anglaise de Gallipoli, de la Crète ou de l'Égypte, sans le consentement des autres puissances; 2^e la seconde recommande l'ouverture des Dardanelles et du Bosphore aux flottes de toutes les nations, et la libre navigation sur la mer Noire; 3^e la troisième demande l'indépendance administrative pour les provinces européennes de la Turquie.

Que veut-on?

Depuis le 16 Mai, les républicains ne possèdent qu'un seul cri: Le Gouvernement et le Maréchal ne veulent qu'une chose, ne cherchent qu'un but: renverser la République.

Qu'une partie plus ou moins grande du pays puisse vouloir voir disparaître la forme républicaine, cela est incontestable. Les trois expériences qu'a faites la France ne sont pas positivement de nature à convaincre tous les esprits de l'excellence de cette forme de gouvernement; mais ce n'est pas cette question qui est posée; ce n'est pas de celle-là qu'il s'agit; ce n'est pas avec cet objectif qu'a parlé le Maréchal.

Rappelons bien le langage du duc de Magenta: « Nous devons appliquer ensemble, avec sincérité, les lois constitutionnelles dont

j'ai seul le droit, jusqu'en 1880, de provoquer la révision. » Et plus loin:

« Il faut non-seulement désarmer ceux qui pourraient troubler cette sécurité dans le présent, mais décourager ceux qui la menacent dans l'avenir par la propagation de doctrines antisociales et de programmes révolutionnaires. » Et le Maréchal terminait ainsi: « Elle (la France) peut compter que j'exercerai le pouvoir sans faiblesse, et pour remplir jusqu'au bout la mission qui m'est confiée; j'espère que Dieu m'aidera et que le concours de la nation ne me fera pas défaut. »

Qu'a dit le Maréchal en dernier lieu: « Je veux marcher sur le terrain de la Constitution. » Où donc est la menace que dénoncent sans cesse les radicaux? Où donc voient-ils que le Maréchal et son Gouvernement veuillent devancer l'heure suprême qui sonnera en 1880, et substituer par anticipation leur volonté à celle du pays?

Ce qu'on veut, c'est le maintien de ce qui est; c'est le fonctionnement régulier mais normal des institutions; que les radicaux n'affectent pas de l'ignorer et de dénaturer les faits et les paroles.

Ce que le Maréchal veut, ce que veut le Gouvernement, c'est lutter contre « le péril commun », c'est défendre la société déjà atteinte dans les conditions essentielles de vie. Quant à la Constitution, elle n'est nullement menacée et il ne s'agit que de travailler à son application pour le mieux des intérêts du pays: rien de moins, rien de plus.

INFORMATIONS

On annonce que le Président du Conseil des Ministres d'Espagne doit passer quelques jours à Biarritz.

À 8 heures 40, jeudi soir, l'ambassadeur d'Autriche a quitté Paris, par la gare de Lyon, se rendant à Genève.

Le duc de Montpensier a quitté Paris vendredi matin, à 11 heures 20 minutes, se rendant à Vichy.

On signale la présence à Paris du préfet de la Haute-Loire.

Par arrêté préfectoral, les cercles Saint-Louis et Saint-Jean, situés dans la banlieue de Marseille, sont fermés, comme étant devenus des centres de propagande politique.

Le Rappel est poursuivi pour outrages envers le Maréchal.

On parle d'une invention pour conduire les chevaux par l'électricité. Le cocher doit avoir sur son siège un appareil électro-magnétique qu'il manœuvrera au moyen d'une petite manivelle. Un fil longeant les rênes se rattache au mors et revient à la croupe de façon que tout courant émis parcourt tout le corps de l'animal le long de l'épine dorsale. Une émission soudaine arrêterait, assure-t-on, le cheval le plus violemment emporté ou celui qui rue le plus obstinément. Un animal, si ardent ou si vicieux qu'il soit, serait transformé de la sorte en un cheval de bois inoffensif, avec les pieds fortement cloués au sol. Ce qui est assez curieux c'est qu'on peut obtenir l'effet contraire par une succession de petites émissions de courant. Sans leur influence, le plus mauvais cheval peut acquiescer une force étendue ardent indescriptible.

Le jugement définitif du concours du grand prix de Rome (section de sculpture), a eu lieu vendredi à deux heures et demie, après une délibération de plus de trois heures.

Le nombre des concurrents était de dix, dont six élèves de M. Dumont, deux de M. Cavellier et deux de M. Jouffroy. Voici les noms des lauréats: 1^{er} grand prix: M. Cordonnier, élève de M. Dumont. 1^{er} second grand prix: M. Lalratut, élève de M. Jouffroy. 2^e second grand prix: M. Lefèvre, élève de M. Cavellier.

On connaît, maintenant, d'une manière approximative, le nombre des demandes d'admission à l'Exposition universelle formées par les commerçants ou industriels français; il s'élève à plus de 33,500. Encore faut-il ajouter, d'une part, que l'on n'a pas encore reçu toutes les demandes de nos colonies et que, de l'autre, d'après les ordres du commissariat général, on a compté comme unité une foule d'expositions collectives.

En 1867, le nombre des exposants s'élevait seulement à 19,000. Il y aura donc une différence de près de 15,000 en faveur de l'Exposition de 1878.

En présence de pareils chiffres, les prévisions d'après lesquelles les dimensions avaient été calculées, se trouvent absolument dépassées, et bien que l'on ait adjoint au Champ-de-Mars le Quai d'Orsay pour y établir l'Exposition des animaux vivants, l'Administration n'a pu, malgré tout son bon vouloir, donner à certains exposants tout l'espace qu'ils réclamaient.

On annonce à Orléans la publication d'un nouveau journal conservateur à cinq centimes: le Petit-Lotet.

Les dépêches reçues de Dijon portent que pendant la nuit, un placard séditieux a été affiché dans plusieurs quartiers de la ville; dès le matin la police l'a arraché.

Un nommé Bérard, lieutenant de pompiers et colporteur vient d'être condamné, par le tribunal correctionnel de Niort, à quarante francs d'amende pour colportage illicite d'un discours de M. Gambetta.

Les nouvelles de Saint-Petersbourg constatent que les derniers événements militaires ont produit une impression de découragement dans la société russe où l'on ne tenait peut-être pas jusqu'ici, suffisamment compte de la force de résistance que peut opposer la Turquie.

On lit dans le Moniteur universel: « Nous avons, à diverses reprises, parlé d'un factum radical portant pour titre: Lettre d'un prêtre italien à un prêtre français, et qui a été adressé par la poste à un grand nombre d'électeurs dans plusieurs départements. Nous avons dit que des recherches étaient faites pour découvrir l'auteur, l'éditeur et l'expéditeur de ce libelle. »

« Ces recherches ont eu enfin un entier succès. » La lettre en question a été écrite par un ministre protestant qui est actuellement poursuivi par le parquet de Versailles. Elle a été imprimée, à Nice par l'entremise d'un autre ministre protestant qui habite le département de la Savoie, et qui est également sous le coup de poursuites.

« Les prévenus avaient encore tout récemment publié et expédié un autre libelle anonyme, ayant pour titre: Simple lettre d'un Bourguignon, et qui ne le cédait en rien au premier en violence et en assertions mensongères. »

LÉTTRE DE PARIS

(Correspondance particulière) Paris, 3 août.

Les discordes bonapartistes menacent de trouver leur pendant dans les querelles des républicains entre eux. On sait comment le Mot d'Ordre traitait, l'autre jour, la politique « Marceau-Simonienne »; là-dessus, est intervenu le XIX^e Siècle, déclarant majestueusement qu'il n'y avait rien de commun entre les républicains et les radicaux. Ça été le coup de grâce. Il faut voir comme Duportal, éreinte About et Sarcey, ces « normaliens gras et féroces », ces familiers de la princesse Mathilde, etc., etc. Lisez cela, c'est fort instructif au point de vue de l'alliance des gauches.

Le Gaulois annonce qu'il s'abstiendra, désormais, de prendre aucune part à la querelle Rouher-Cassagnac. On voit, cependant, facilement, que ses sympathies sont pour le rédacteur du Pays. On annonce que M. le vicomte de Meaux préoccupé des inquiétudes que cause aux agriculteurs allemands la menace d'invasion du doryphora, vient d'envoyer, en Allemagne, un inspecteur général de son département. Ce fonctionnaire étudiera sur place la marche de l'insecte, les moyens de le détruire, et, à son retour, sera publiée une instruction complète qu'on va répandre surtout dans nos départements frontalières.

On commente beaucoup le jugement du tribunal de Rouen, dans l'affaire de M. de Fourtoul contre le Journal de cette ville. La condamnation semble, en effet, dérisoire, et les radicaux triomphent actuellement.

Reste l'appel, qui est interjeté. Encourageant le Centre Gauche à repousser les avances que le gouvernement ne lui fait pas, la République française prononce à son tour la parole fatale: « Il n'y a plus de Centre Gauche! » Il n'y a, dit-elle, qu'une majorité républicaine dont les droits doivent être proclamés de nouveau.

C'est un encouragement d'un nouveau genre et sur lequel le Centre Gauche devrait bien se décider à méditer. Une réponse à retenir de l'organe intransigeant officiel à M. J. Simon: Ce dernier avait dit que les prêtres n'étaient pas les ennemis des républicains.

« Les vrais républicains dignes de ce nom, répond l'autre, ont toujours pensé, M. Simon, et pensent encore que les jésuites comme les rois, étant hors de l'humanité, doivent être mis hors la loi... »

Après cela, M. Simon ne rallierait peut-être parfaitement à cette opinion, si les intransigeants le mettaient au pied du mur.

Le passage de M. J. Simon à la direction de la Période électorale, « journal des 363 », confirme assez vite les bruits qui couraient touchant les mésintelligences de ce personnage avec les propriétaires de l'Echo.

La dissolution des Chambres syndicales de Lyon, est considérée comme le prologue de l'interdiction du congrès ouvrier, qu'on se proposait de tenir dans cette ville au mois de septembre. On lit dans une correspondance ultra-bonapartiste, cependant: « Parmi les candidats nouveaux, on me signale l'abbé Cadoret, bonapartiste,

contre M. de Mun, légitimiste, dans l'arrondissement de Pontivy. Je suis bonapartiste, mais si j'étais électeur de ce département, je voterais pour M. de Mun, qui, en effet, n'a rien fait contre le Maréchal, et a toujours été un de ces dévoués défenseurs. Qu'un des nôtres, M. Cossé-Brissac, se présente à Compiègne, contre M. Dutilleul, je le comprends, car ce M. Dutilleul, est un personnage sans fixité politique; mais je ne comprends pas que M. l'abbé Cadoret se mette en compétition contre M. de Mun. »

Le Nord s'applique à établir que les mesures militaires de l'Autriche ne seraient, en aucun cas, être dirigées contre la Russie.

C'est également la thèse soutenue par les journaux officieux de Berlin.

Alors, quelle est la pensée du cabinet Andrassy? s'agirait-il seulement pour lui d'entrer au partage des dépouilles de la Turquie?

Dans la colonie allemande, on croit toujours à une médiation où M. de Bismarck jouerait le rôle de Deus ex machina.

Le bilan hebdomadaire de la banque de France n'accuse qu'une diminution de un million dans le chapitre du portefeuille commercial; on doit se féliciter, en pareille saison, d'un résultat semblable. DE SAINT-CHÉRON.

Roubaix-Tourcoing

ET LE NORD DE LA FRANCE

Le voyage du maréchal de Mac-Mahon, dans le Nord, devient plus probable.

Le Propagateur annonce que M. Louis Desurmont de Marquillies a été frappé, hier, d'une attaque d'apoplexie qui lui a paralysé tout le côté droit. Il n'a pas encore retrouvé l'usage de la parole. Sa situation inspire des inquiétudes.

On lit dans l'Officiel: « Depuis quelques mois, il circule dans certaines parties de la France et à Paris surtout un assez grand nombre de pièces d'argent étrangères, provenant du Brésil et des républiques de l'Amérique du sud.

« Ces pièces, bien que leur type, sous le rapport du poids et des dimensions, soit semblable à la pièce de 5 francs, n'ont pas cours légal en France: elles sont, en conséquence, absolument refusées par les caisses du Trésor et celles de la Banque.

« Le public doit donc être prévenu que s'il accepte ces monnaies, ce ne peut être qu'à ses risques et périls.

« Il convient de rappeler que les seules monnaies d'argent étrangères qui soient acceptées par les caisses publiques et par la Banque de France sont les monnaies belges, grecques, italiennes et suisses. »

Dans plusieurs localités du département du Nord, les colporteurs de journaux vendant, au profit de la caisse électorale, des comités républicains, une brochure que l'on faisait payer 10 centimes. La vente de cette brochure vient d'être interdite.

Nous apprenons que Mme Ernst, lectrice de la Sorbonne, qui a obtenu le plus brillant succès dans plusieurs villes du Nord où elle a donné des séances littéraires, viendra très-prochainement à Roubaix.

Mme Ernst possède un talent de dire remarquable et les personnes qui l'ont entendue, savent quelles émotions fait naître sa diction éloquente et passionnée. C'est une bonne fortune pour Roubaix, car les séances de ce genre sont rares dans nos villes de province, et nous ne doutons pas que Mme Ernst, à Roubaix, comme à Lille et ailleurs, n'obtienne le succès d'enthousiasme auquel son beau talent l'a habituée partout où elle s'est fait connaître.

Voici le programme du grand concert au bénéfice des pauvres de Croix, organisé par la Société Philharmonique, sous les auspices de l'Administration municipale avec le concours de la Grande-Harmonie de Roubaix et les Orphéonistes Lillois, dans les jardins de M. Isaac Holden-Crothers, le lundi 6 août 1877.

- PREMIÈRE PARTIE. 1. Marche militaire, Grande-Harmonie, Boucourt; 2. Frottis Marche aux Flambeaux, Grande-Harmonie, Meyerbeer; 3. Pastorale sur les Vêpres Siciliennes, arrangée par M. Van Grönighem, Grande-Harmonie, Verdi; 4. Le Carnaval de Rome, (chœur), les Orphéonistes Lillois, Amb. Thomas.